

SUPPORTERRES

NOUVEAUX RÉCITS CLIMATIQUES

TRIMESTRIEL N°35 • MARS 2026 • N°D'AGRÈMENT P601176





UN TOURNANT MAJEUR DE NOTRE HISTOIRE ?

Le changement climatique, c'est LA grande question existentielle de notre temps. Le point pivot de notre Histoire. Car il met à l'épreuve la capacité de notre société humaine mondialisée à faire front uni, à faire triompher l'intérêt collectif pour s'assurer un avenir viable sur Terre.

Alors oui, ça fait des années et des années qu'on parle climat, qu'on débat climat, qu'on marche climat, qu'on hurle climat, et que le climat continue de partir en vrille. Mais prenons bien la mesure des choses : la lutte pour la stabilité climatique n'est pas le combat d'une seule décennie. Chaque dixième de degré compte et l'action est urgente, certes, mais la décarbonation de notre société est un long marathon dans lequel plusieurs générations sont engagées. Refusons donc la lassitude et faisons preuve de persévérance, même lorsqu'un autre vent souffle sur la girouette de l'actualité ; même lorsque les politicien-ne-s du moment décident de regarder ailleurs.

Car si la question climatique est toujours là, la lutte pour une société décarbonée, elle, fait son chemin et évolue à grande vitesse. Depuis que le Club de Rome a tiré la sonnette d'alarme en 1972, des tonnes d'initiatives citoyennes, politiques et agricoles ne cessent de voir le jour. L'innovation sociale est en effervescence et de nouveaux récits s'écrivent chaque jour.

Ces nouveaux récits, Humundi les voit se multiplier dans les campagnes africaines et sud-américaines, où des centaines de millions d'agriculteurs sont déjà sur le front. En effet, si l'agriculture industrielle et la production excessive de viande sont l'une des principales sources de gaz à effets de serre, l'agroécologie s'affirme au contraire comme le fer de lance de la lutte climatique. L'agroécologie montre la voie vers une production décarbonée et, dans un monde où les fluctuations météorologiques et environnementales deviennent la norme, l'agroécologie offre également une feuille de route fiable pour construire une société robuste, capable de se nourrir en dépit des sécheresses, tempêtes et crash boursiers. Découvrez dans ce numéro du *Supporterres* tous ces nouveaux récits climatiques qui prennent forme, en Belgique comme aux quatre coins du monde.

Je ne peux m'empêcher de me demander : les historiens du futur nous dépendront-ils comme les témoins de l'aube d'une révolution ?



NICOLAS BARLA
Coordinateur du *Supporterres*

Vous découvrez *Supporterres* et souhaitez le recevoir gratuitement ?
Écrivez-moi à : nba@humundi.org

SOMMAIRE

Une lecture incontournable Antidote au culte de la performance de <i>Olivier Hamant</i>	3
On prend la température COP 30 : Les organisations paysannes ne cesseront pas de lutter	4
Voix du sud Quand le climat se dérègle, les paysans éthiopiens cultivent la résilience	6
En un clic Quelques solutions climatiques controversées	8
Grand angle (In)action climatique : ce que nous enseignent les sciences comportementales	10
Crédit carbone : solution miracle ou impérialisme climatique ?	
Focus A Menton, les citrons nous enseignent une leçon	14
Notre regard sur La justice climatique, ça veut dire quoi concrètement ?	15
Envie d'aller plus loin ?	16

Humundi asbl
Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1
www.humundi.org

Éditeur Responsable
Benoît de Waegeneer
Design Studio Treize
Cover Maurine Larcher © Humundi

Réalisé avec le soutien de



S/2026/6864/35



UN ESSAI QUI VAUT LE DÉTOUR !

Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant de Olivier Hamant

Dans ce petit ouvrage de 50 pages, le chercheur en biologie Olivier Hamant critique l'obsession de notre société pour la performance (l'efficacité, l'efficience), qui est source de fragilité, d'épuisement humain et de destruction écologique (changement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution globale).

D'autant plus que comme remède à tous ces maux, notre société propose... encore plus de performance. Exemple : des éoliennes géantes de 260 mètres de haut en matériaux composites non recyclables, irréparables, avec du balsa des forêts équatoriales et un aimant de 7 tonnes rempli de métaux rares. Rien d'écologique dans tout ça. Et même logique dans le « tout électrique », le « tout numérique », l'agriculture de précision à base de drones, etc.

Or, notre monde est en crise : crises sanitaires, géopolitiques, sociales, climatiques. Des crises qui nous exposent à d'incessantes fluctuations. Pour habiter un monde fluctuant, Olivier Hamant propose alors de s'inspirer du vivant, qui quant à lui privilégie la *robustesse* à la *performance* ; l'*adaptabilité* à l'*adaptation*. Entre autres exemples, l'auteur prend celui de la photosynthèse. Son rendement est de seulement 0,3 à 0,8 %. C'est « sous-performant », mais cette sous-performance confère à la plante une marge de manœuvre face aux fluctuations de luminosité.



Utopie pour la société ? Pas tant que ça, car des changements s'amorcent déjà. Notamment avec l'agroécologie ou la permaculture, qui sont basées sur la biodiversité, à l'inverse de l'agriculture intensive qui est basée sur la performance à coups d'engrais, de pesticides et d'aliénation des paysan.ne.s. Aussi avec les ateliers de réparation citoyenne et les entreprises qui vendent, en même temps que leurs produits, des services de réparation. Enfin avec les coopératives ou les habitats participatifs. Bref, toutes des formes d'organisation où des citoyen.ne.s se rassemblent, créent et génèrent de la robustesse sociale et psychologique. Quand on mise sur la robustesse, on respecte son corps, on respecte les autres et on respecte les écosystèmes, pour une société capable de faire face aux crises et fluctuations de plus en plus nombreuses. On vous recommande la lecture !

LAURENT STOJKA
Volontaire



© Rodrigo Sotto Maior



COP 30 : LES ORGANISATIONS PAYSANNES NE CESSERONT PAS DE LUTTER

En novembre 2026 se tenait la trentième édition de la COP à Belém, au Brésil. Comme toutes les autres éditions, un objectif : renforcer les engagements des États en matière de climat. Deux associations partenaires d'Humundi ont participé à l'évènement pour porter la voix des paysannes et des paysans africains, qui sont les premiers impactés par le changement climatique.

La COP30, un tournant majeur pour la question paysanne ?

La COP (Conférence des Parties ou Conférences des États signataires), organisée chaque année par l'ONU, rassemble toute un panel d'acteurs (dirigeants politiques, scientifiques, militants, ONG, etc.), réunis pour trouver des solutions à la crise climatique. Mais la COP30 est la première COP depuis que les scientifiques ont annoncé que nous avons franchi le seuil de 1,5°C au-dessus des températures de l'ère préindustrielle. Or, les consé-

**A LA COP 30,
42 000
PERSONNES
ÉTAIENT PRÉSENTES.
PARMI CELLES-CI :**

**400
ASSOCIATIONS ET ONG**

**2500
REPRÉSENTANTS DES COMMUNAUTÉS
INDIGÈNES (MAIS POUR LA PLUPART
RELÉGUÉS DANS LES ESPACES DE NÉGO-
CIATION SECONDIARES)**

**... ET PLUS DE
1 600 LOBBYISTES
DES ÉNERGIES FOSSILES**

quences du dérèglement climatique s'annoncent catastrophiques, et ce tout particulièrement pour les petit.e.s producteur.ice.s des pays du Sud qui en sont les premières victimes, alors qu'ils et elles émettent moins de 5% des émissions mondiales de CO². Autre injustice : ces producteur.ice.s sont celles et ceux qui sont les moins concertés dans les négociations internationales sur le climat. Pour lutter contre cette mise à l'écart, Humundi a donc financé le voyage vers Bélem de deux de ses partenaires, CNABIO et AFSA, afin qu'ils y portent la voix du monde paysan.

CNABIO et AFSA, en première ligne face au changement climatique

CNABIO (ou *Conseil National de l'Agriculture Biologique du Burkina Faso*) est une organisation qui s'occupe de promouvoir les méthodes de production biologiques auprès des politiques et du monde agricole, tout en favorisant les échanges d'expériences entre les agriculteur.ices engagé.e.s dans des modes de production agroécologiques. CNABIO est donc en première ligne face au réchauffement, qui accélère la désertification des terres dans les zones sahéliennes. Quant à l'AFSA (*Alliance for Food Sovereignty in Africa*), elle regroupe une grande quantité d'acteurs de la société civile qui luttent pour la souveraineté alimentaire sur le continent africain.

Les deux organisations ont donc débarqué à la COP30 avec un objectif commun : montrer que l'agroécologie est un puissant levier pour lutter contre le réchauffement climatique et ses effets, tout en garantissant la sécurité alimentaire des populations locales.

L'agroécologie comme fer de lance de la lutte climatique

Sayouba Bonkounjou, président de CNABIO, nous explique : « *L'agriculture industrielle contribue grandement aux émissions de gaz à effet de serre, mais s'il y a des financements appropriés axés sur l'agroécologie, cela permet au contraire de restaurer la fertilité des*

sols et d'améliorer la qualité des rendements, tout en influençant durablement les systèmes alimentaires ». Bridget Mugambe, coordinatrice de l'AFSA, renchérit :

« NOUS VOULONS QUE LA VOIX DES PETITS AGRICULTEURS ET DES ÉLEVEURS SOIT ENTENDUE. POUR CETTE COP30, NOTRE APPEL EST QUE, QUELQUES SOIENT LES DÉCISIONS PRISES PAR NOS GOUVERNEMENTS, ILS DOIVENT PARLER DES PROBLÈMES QUI AFFECTENT LEUR PEUPLE. DONC POUR NOUS, ILS DOIVENT PARLER DES SOLUTIONS DURABLES ET PAS DE FAUSSES SOLUTIONS COMME LES MARCHÉS DU CARBONE AVEC LESQUELLES NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD ».

Quand les COP sont enrayerées, le combat se joue ailleurs

La COP30 n'aura cependant pas marqué le tournant que certains espéraient. Certes, des avancées sont à souligner, comme la réaffirmation de l'idée de transition juste ou l'intention de tripler les investissements destinés à l'adaptation climatique (même si la façon dont ce triplement sera calculé n'a pas encore été défini). Mais la COP n'aura livré aucune réponse (ou presque) sur la sortie des énergies fossiles, ni sur la transformation des systèmes alimentaires qui n'est même pas citée dans le texte final, alors que l'alimentation constitue un rouage majeur du problème.

Toutefois, en matière de climat, tout ne se joue pas dans les COP. A l'échelle nationale ou locale, quantité d'initiatives politiques et citoyennes font avancer les choses, comme celles portées par CNABIO et l'AFSA. De même, à l'échelle mondiale, le mouvement paysan « La Via Campesina » lutte pour la souveraineté mondiale et la justice climatique en privilégiant des solutions locales, comme l'agroécologie et les semences paysannes. Malgré le manque de solutions internationales, ces mouvements restent donc un grand motif d'espoir, qui montre que les paysans n'ont pas dit leur dernier mot.

ARTHUR TRIAILLE
Volontaire





QUAND LE CLIMAT SE DÉRÈGLE, LES PAYSANS ÉTHIOPIENS CULTIVENT LA RÉSILIENCE

En Éthiopie, les agriculteur.rice.s s'adaptent, innovent et transforment leurs pratiques face au dérèglement climatique. En accompagnant les dynamiques locales porteuses de solutions durables, l'association MELCA Éthiopie est devenue l'un des moteurs du changement. Solomon Kebede, directeur de l'association, nous partage les réalités de son travail.

Concrètement, M. Kebede, quels sont les impacts du dérèglement climatique sur l'agriculture en Éthiopie ?

Salomon Kebede : Le dérèglement climatique se ressent d'abord dans le quotidien des paysannes et des paysans. Les saisons ne suivent plus le calendrier transmis de génération en génération. Les pluies arrivent trop tard, trop fort ou pas du tout. Dans

certaines régions, les sécheresses qui survenaient tous les dix ans frappent désormais tous les deux ou trois ans. Il faut garder à l'esprit qu'en Ethiopie, l'agriculture pluviale (c'est-à-dire une agriculture qui dépend des précipitations pour son approvisionnement en eau) représente 95 % des terres cultivées. Dès lors, la hausse des températures, les précipitations irrégulières et les sécheresses récurrentes compromettent fortement la production alimentaire. Cela fragilise directement la sécurité alimentaire et les revenus des familles.

Face à de tels bouleversements, comment les agriculteur.rice.s s'adaptent-ils sur le terrain ?

S.K. : Les paysannes et les paysans ne sont pas passifs. Ils combinent savoirs ancestraux et innovations. Beaucoup diversifient leurs cultures : céréales, légumineuses, légumes, plantes locales oubliées... D'autres utilisent des semences précoces ou résistantes à la sécheresse, qu'ils conservent et échangent au sein de leurs communautés. Dans les champs, on voit aussi réapparaître le paillage ou le compost comme techniques de conservation des sols. Le compost rend le sol plus riche en nutriments, plus fertile, tandis que le paillage permet à la terre d'avoir une meilleure rétention d'eau tout en la préservant de la chaleur. L'élevage évolue également, avec des races locales plus résistantes à la chaleur et aux sécheresses.

Et puis de plus en plus, les agriculteurs diversifient leurs sources de revenus en se lançant dans des activités non agricoles : petites entreprises, artisanat, groupes d'épargne commerciale, coopératives, etc. Ces stratégies combinées aident les agriculteurs à stabiliser leur production, à protéger leurs moyens de subsistance et à réduire leur vulnérabilité face aux chocs climatiques.

Concrètement, quel rôle joue MELCA Éthiopie dans ces dynamiques d'adaptation ?

S.K. : Notre rôle est d'accompagner et de renforcer ce que les communautés font déjà. MELCA propose aux communautés d'agriculteurs des aides matérielles et des soutiens financiers, notamment par le biais de systèmes d'épargne ou de systèmes de prêts dont l'argent, une fois remboursé, est directement réinvesti pour d'autres projets.

À travers l'aide financière que nous apportons, nous soutenons et promovons l'agroécologie, nous participons à la restauration des paysages (forêts, zones humides, terres dégradées) et nous renforçons la résilience économique des paysan·ne·s, notamment

grâce à la création de groupes d'entraide et de coopératives ou à des formations en entrepreneuriat. MELCA aide ainsi les communautés, et plus particulièrement les femmes et les jeunes, à renforcer leur autonomie. Et puis l'association agit aussi au niveau politique pour que toutes ces initiatives paysannes soient reconnues et soutenues.

Quelle est selon vous la plus grande réussite de MELCA face au changement climatique ?

S.K. : La plus grande réussite de MELCA est d'avoir démontré que des solutions locales, portées par les communautés, peuvent répondre à des défis globaux. Là où les terres étaient épuisées, on voit aujourd'hui des champs diversifiés et productifs. Les paysans retrouvent confiance et sont de plus en plus résilients. Et cette réussite est collective : elle repose sur les agricultrices, les agriculteurs et leurs familles, sur toutes les communautés des zones où nous agissons.

Vous avez donc déjà pu observer des changements concrets sur le terrain ?

S.K. : Oui, tout à fait. MELCA a observé plusieurs résultats dans ses zones d'intervention : les sols retiennent mieux l'eau et les récoltes sont plus stables malgré les aléas climatiques. Dans certaines zones restaurées, la faune revient, signe que les écosystèmes se rééquilibrent. Mais le changement le plus fort est peut-être invisible : les communautés se sentent désormais capables d'agir et de protéger leur territoire. Le monde paysan s'approprie de plus en plus les initiatives de protection de l'environnement et agit activement dans la conservation de ses paysages et de son patrimoine agricole.

Qu'est-ce qui vous rend le plus optimiste aujourd'hui ?

S.K. : L'énergie des paysans. Leur créativité, leur attachement à la terre et leur volonté de transmettre. Ils ne font pas que survivre au changement climatique : ils inventent des solutions ancrées dans leur culture et leur environnement. Leur travail démontre que des solutions durables, menées par les agriculteurs, peuvent efficacement renforcer la résilience tout en préservant la riche diversité agricole de l'Éthiopie.

OPHÉLIE MICHELET
Volontaire





QUELQUES SOLUTIONS CLIMATIQUES CONTROVERSÉES



Agrivoltaïsme

L'agrivoltaïsme, c'est le fait d'installer des panneaux solaires dans des champs, parfois au-dessus des cultures ou du bétail, afin de produire de l'électricité. D'une pierre deux coups ! Mais le problème, c'est que dans la réalité, de plus en plus de panneaux recouvrent les terres agricoles sans laisser de place à la production alimentaire, ce qui compromet notre souveraineté. Privilégions donc peut-être les toits des granges et des hangars ou les espaces bétonnés pour installer tous ces panneaux ?

Biométhanisation

La biométhanisation consiste à produire du gaz à partir de déchets agricoles comme le fumier, le lisier ou les restes de cultures. Ces déchets sont placés dans une grande cuve fermée où ils fermentent et produisent du biogaz, qui peut servir à chauffer des bâtiments ou à produire de l'électricité. En somme : transformer des déchets en énergie. Mais le système devient contreproductif lorsque la biométhanisation devient un objectif commercial en soi. Pour produire plus de gaz, de plus en plus d'exploitations agrandissent leur élevage ou leurs cultures pour alimenter la cuve, plutôt que pour nourrir des personnes. Ce qui encourage une agriculture plus intensive et moins respectueuse de l'environnement...



Agriculture de précision

L'agriculture de précision utilise des outils numériques (capteurs dans les champs, images satellites, drones, logiciels de traitement de données) pour apporter la bonne quantité d'eau, d'engrais ou de pesticides au bon endroit et au bon moment. L'idée est ainsi d'augmenter les rendements et d'éviter la surutilisation des produits chimiques. Mais ces technologies coûtent cher et sont souvent développées par de grandes entreprises, ce qui rend les agriculteur·rice·s techniquement et financièrement dépendants de leurs services. Par ailleurs, l'agriculture de précision ne remet pas en question l'usage des produits chimiques, qui restent incompatibles avec la perspective d'un avenir durable et résilient. Pour éviter les dérives de cette fuite en avant technologique, il est au contraire possible de développer des dispositifs en accès libre, adaptés aux petites fermes, au service de l'agroécologie plutôt que d'un modèle intensif.

Pour lutter contre le changement climatique, des tonnes d'approches voient le jour. Mais certaines d'entre elles, quoique guidées par de bonnes intentions, peuvent se révéler problématiques, voire parfois même contreproductives...

Carbon farming

Le « *carbon farming* » consiste à payer des agriculteur·ice·s pour des pratiques qui captent le CO₂ présent dans l'air et le stockent dans les sols ou les plantes. Par exemple : planter des haies, laisser pousser des prairies permanentes, semer des couverts végétaux entre deux cultures, réduire le labour pour préserver la matière organique du sol, intégrer des arbres, etc. Mais dans l'état actuel des choses, de nombreuses entreprises mises sur ce type de projets pour « compenser » leurs propres émissions, sans volonté de réduire celles-ci. De plus, ces pratiques ne stockent le carbone qu'« en surface » (dans les sols ou les plantes) et de manière précaire : si une prairie est retournée ou si une haie est arrachée, le carbone est immédiatement relâché dans l'atmosphère. Le *carbon farming* ne doit donc pas remplacer la réduction des émissions à la source : il peut compléter les efforts climatiques, mais pas servir d'excuse pour continuer à extraire massivement des énergies fossiles.



Additifs pour bovins

Le méthane émis par les bovins, tout particulièrement dans les élevages intensifs, représente 14,5% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Une des solutions préconisées : faire avaler aux bovins des additifs qui réduisent la production de méthane pendant leur digestion. Mais réduire légèrement les émissions de cette manière ne peut suffire, si le modèle de production massive de viande industrielle reste inchangé et continue par ailleurs de poser d'autres problèmes (dépendance aux importations de soja qui encouragent la déforestation, pression sur les terres, pollution de l'eau, souffrance animale, etc.). Réduisons plutôt notre consommation de viande et soutenons les élevages extensifs, basés sur les prairies permanentes qui favorisent la biodiversité et stockent du carbone dans les sols.

Plantations d'arbres à grande échelle

Planter de vastes zones d'arbres est souvent présenté comme une solution simple pour absorber le CO₂ présent dans l'air. Mais ces projets de "reforestation" à grande échelle fonctionnent souvent en monocultures pauvres en biodiversité, fragiles face aux maladies ou aux sécheresses, et prennent parfois la place de terres agricoles ou de milieux naturels déjà riches en vie. Une autre approche consiste au contraire à restaurer les écosystèmes existants et à développer l'agroforesterie, qui intègre des arbres dans les champs et les prairies. Cela permet de produire de la nourriture tout en améliorant la biodiversité, la qualité des sols et la capacité des terres à stocker du carbone, sans opposer nature et agriculture.



ERIKA FAILLACI
Volontaire

((IN))ACTION CLIMATIQUE : CE QUE NOUS ENSEIGNENT LES SCIENCES COMPORTEMENTALES



Face à la menace climatique, tout le monde ne réagit pas de la même manière. Certain·e·s sont devenu·es de véritables militant·e·s. D'autres préfèrent ne pas y penser. Comment cela s'explique-t-il ? Et comment pousser davantage de monde à l'action ? Ce sont des questions auxquelles les sciences comportementales offrent des réponses, en analysant la manière dont fonctionne le cerveau humain.

L'inaction, un comportement profondément humain

La manière dont notre cerveau perçoit le monde est loin d'être objective. Notre cerveau sélectionne et traite les informations qui nous parviennent de manière subjective, de manière biaisée. Au total, plus de 250 *biais cognitifs* sont recensés, c'est-à-dire plus de 250 manières par lesquelles le cerveau fait de nous des êtres subjectifs et non objectifs. Or, nombre de ces biais peuvent constituer des freins à l'action.

Un exemple : le phénomène de « dissonance cognitive ». Si mon comportement (= *l'inaction face à la question climatique*) entre en contradiction avec la réalité (= *l'urgence climatique*), mon cerveau aura tendance à choisir la facilité en modifiant ma perception de la réalité (= *la crise climatique n'est pas si grave, ou bien je ne peux rien y faire*) plutôt que mon comportement (= *agir*). Malgré la conscience commune de la pollution aérienne massive, prendre l'avion pour le travail semble être une excuse valable pour énormément de personnes. Inconsciemment, le geste est justifié par un besoin de survie qui n'est pas réel.

Autre exemple : le cerveau écarte rapidement les informations auxquelles il n'est pas souvent confronté dans son quotidien, comme celles relatives au réchauffement climatique. De même, l'humain préfère les actions simples, et dont les effets sont immédiatement observables. Si des poubelles de tri sont présentes dans les gares, les gens sont prêts à faire un effort. S'il n'y en a pas, ils ne garderont pas leurs déchets jusqu'à la prochaine poubelle. Or, la question climatique nécessite à l'inverse des actions parfois complexes, et dont les effets ne sont pas visibles.

Jouer sur les logiques de notre cerveau pour faciliter l'action ?

La connaissance de ces freins mentaux nous rend aujourd'hui mieux armés pour les déjouer, voire s'en servir pour encourager l'action. Les sciences comportementales nous montrent par exemple que l'humain est un être émotionnel avant d'être un être rationnel. La sensibilisation à l'action climatique doit donc avant tout s'appuyer sur des médias qui suscitent l'émotion, plutôt que sur de longues explications théoriques : des documentaires immersifs comme *The Here Now Project* ou *Thank you for the rain*, des films qui montrent des combats encourageants comme *Once upon a Time in a Forest*, des récits de vie, des témoignages.

Par ailleurs, le discours anxiogène qui enrobe la question climatique suscite chez beaucoup une réaction de rejet. L'enjeu est donc souvent de « lever les boucliers », ce à quoi s'emploient des collectifs comme le *Greenwashing Comedy Club* en proposant une démarche cathartique simple : rire de nos contradictions. Le rire sert de soupape, désamorce l'anxiété et nous permet donc de réfléchir plus clairement à nos actions.

Les sciences comportementales soulignent également que l'humain a sans cesse besoin d'être encouragé. De nombreuses villes ont pour cela mis en place dans leurs espaces des « *nudges* » (ou incitants) pour encourager les gens à prendre la bonne décision : éclairer l'escalier au lieu de l'escalator, proposer de voter pour son équipe préférée en jetant son mégot dans le bac correspondant, mettre les plats végétariens en haut du menu, etc. Ces *nudges* jouent sur la répétition, indispensable à l'acquisition d'une habitude. Car c'est un fait : les encouragements fonctionnent mieux que les sanctions. D'où l'intérêt de proposer des actions simples, claires et visibles, qui donnent le sentiment que chaque geste compte, et qui peuvent ensuite pousser à s'impliquer davantage.

Enfin, rappelons que l'humain est un animal social. Il est donc attentif à ce que les autres pensent de ses actions : c'est ce qu'on appelle la « norme subjective ». Nous sommes plus enclins à adopter un comportement si l'observons chez les autres. Dès lors, le meilleur moyen de susciter l'action est de montrer que beaucoup de gens s'engagent dans la lutte climatique et partager des témoignages de personnes engagées.

Des tonnes d'autres stratégies, constamment renouvelées par des projets de sensibilisation comme *The Good Wave*, se développent également. Multiplier les occasions de se rapprocher des espaces naturels pour alimenter notre empathie écologique, proposer des approches ludiques de la question climatique, ou tout simplement faire de la place à la question l'action climatique dans nos moments informels. Car les conversations les plus influentes se déroulent souvent à la machine à café. Bars, maisons de jeunes et centres sportifs sont donc de précieux alliés dans cette lutte !

NATHALIA GEBER

Volontaire

NICOLAS BARLA

Coordinateur du
Supporterres



CRÉDIT CARBONE : SOLUTION MIRACLE OU IMPÉRIALISME CLIMATIQUE ?

En fin d'année 2025, l'Union Européenne s'est engagée dans le système des « crédits carbone internationaux » afin d'atteindre son objectif de réduction de 90% des émissions de gaz à effets de serres d'ici 2040. Mais Gabrielle Pero, directrice du CENADEP, nous alerte sur les dérives de ce système en matière de droits des paysannes et des paysans.

Un mécanisme controversé

Depuis 2015, le marché des crédits carbone permet aux états, aux entreprises et particuliers de financer, dans des pays tiers, des projets qui réduisent les émissions ou qui stockent le carbone (dans les forêts, les sols) afin de remplir leurs engagements climatiques, plutôt que d'agir sur leur propre territoire. La plupart du temps, il s'agit de pays riches et de leurs entreprises, qui décident ainsi de financer des projets (ou « d'acheter des crédits carbone ») dans des pays pauvres. En République Démocratique du Congo (RDC), ce système séduit, car il représente d'importantes rentrées financières. Néanmoins, malgré l'engouement, de nombreuses critiques se font entendre. Certains projets manquent de fiabilité et les populations locales se voient parfois privées de leurs terres ou de leurs moyens de subsistance. Dès lors, pour défendre les communautés, le CENADEP (Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire), partenaire de Humundi, a créé en RDC l'Observatoire du Marché Carbone. Sa directrice, Gabrielle Pero, alerte sur les dérives du système.

Le marché des crédits carbone se développe en RDC, mais quelles dérives concrètes observe-t-on sur le terrain ?

Gabrielle Pero : Cela fait plus de dix ans que des entreprises exploitent le marché des crédits carbone en RDC. Quelques projets sont déjà lancés, mais la plupart n'informent ni ne consultent les communautés locales. Dans la province du Maï-Ndombe, par exemple, un contrat de 45 ans a été signé entre l'État congolais et l'entreprise ERA Congo (*Ecosystems Restoration Associates*), une filiale de la société américaine *Wildlife Works Carbon (WWC)* qui est spécialisée dans la conservation forestière et la vente de crédits carbone. Le contrat couvre des milliers d'hectares de forêts habitées depuis des générations et le projet impose une conservation stricte de cet espace naturel. L'entreprise restreint donc fortement l'accès à la forêt en y limitant agriculture, chasse et exploitation du bois. Les communautés n'y ont donc plus librement accès. Or, pour ces communautés, la forêt est comme un supermarché : elles y trouvent nourriture, bois, plantes médicinales. Elle est aussi un lieu culturel et spirituel. Mais ces restrictions compromettent tout cela.

Ces dérives sont-elles isolées ?

G. P. : Non. Même si le nombre de projets reste limité, les droits des communautés sont systématiquement restreints. Le CENADEP tire donc la sonnette d'alarme pour que le gouvernement s'implique davantage et que les communautés puissent conserver une part de leurs terres pour la subsistance. Car les compensations

annoncées pour les communautés restent opaques. Lors de la dernière vente, par exemple, la Banque mondiale a acheté 55 millions de dollars de crédits carbone à ERA Congo, dont 19 millions destinés à des projets communautaires. Mais les modalités de répartition de cet argent ne sont pas claires et nous craignons qu'elles ne prennent pas en compte les besoins réels des communautés locales ni ne contribuent au développement de leur milieu.

Quel est le rôle de l'Observatoire du Marché Carbone ?

G. P. : L'Observatoire vise à éviter que le marché carbone ne reproduise les mêmes logiques que le secteur minier, dans lequel les élites s'enrichissent au détriment des communautés. Avec l'Observatoire, nous documentons les projets et encourageons les populations à défendre leurs droits. Il ne s'agit pas de construire des bicoques pour nous faire croire au développement. Les communautés ont besoin d'écoles durables, de routes, d'électricité, d'eau potable, d'hôpitaux modernes.

Plus généralement, que pensez-vous du recours des États européens aux crédits carbone pour compenser leurs émissions ?

G. P. : Nous ne voulons pas que ce système devienne une forme « d'impérialisme climatique ». Les pays riches continuent de polluer et demandent aux pays du Sud de préserver leurs forêts. Si les pays riches profitent de nos ressources, ils doivent au minimum garantir une compensation raisonnable, pas des appuis « de saupoudrage ». Et puis surtout, leurs entreprises doivent respecter les droits des populations locales et impulser un véritable développement.

Dans l'état actuel, le système de crédits carbone (ou compensation carbone) apparaît donc moins comme un outil de réduction réelle des émissions que comme un moyen, pour les pays riches, de continuer à polluer tout en externalisant les coûts climatiques et sociaux. Sans une réforme du système, autant sur la transparence que sur le partage équitable des financements et la participation des populations locales, ce marché reproduit les dérives du secteur extractif et perpétue une logique impérialiste.

NASTASJA MARCHAL
Volontaire



A MENTON, LES CITRONS NOUS ENSEIGNENT UNE LEÇON

Le penseur Olivier Hamant le crie sur tous les toits : dans un monde où le climat est de plus en plus fluctuant, la priorité est de rendre nos manières de produire les plus adaptables possibles. Mais dans la région méditerranéenne de Menton, la culture des citrons nous montre que de nombreux rouages administratifs entravent aujourd'hui la capacité de notre agriculture à répondre aux fluctuations climatiques. A commencer par les labels d'Indication Géographique Protégées (IGP).

Un cahier des charges fixe dans un contexte socio-pédoclimatique changeant

Dans le sud-est de la France, le label européen « Indication Géographique Protégée (IGP) Citron de Menton » a vu le jour en 2015. L'Association pour la Promotion du Citron de Menton (APCM) a œuvré pendant une dizaine d'années à en définir le cahier des charges. Mais depuis 5 ans, la culture de citrons de Menton fait face à des situations extrêmes dues au changement climatique.

Aujourd'hui, l'APCM compte une centaine de producteurs et productrices certifiés. L'IGP a été créée à l'image du cahier des charges des clémentines de Corse. À l'instar des produits dit « de bouche », il astreint à un calibrage codifié (de 53 à 90 mm de diamètre) et empêche la transformation de ces fruits. Ainsi, plus de 13 % de la production totale sont habituellement déclassés en fonction de ces critères. En 2023, cependant, après une sécheresse exceptionnelle, de nombreux citrons se sont retrouvés hors catégorie. L'État a alors accepté d'en modifier temporairement le calibrage accepté.

Mais depuis 2024, aux problèmes de sécheresse s'ajoutent les attaques de l'aleurode épineux, un insecte piqueur-suceur favorisant les champignons sur le feuillage, dont la propagation est encouragée par les conditions climatiques changeantes.

Vers un cahier des charges plus adaptable ?

Face à ces nouvelles contraintes, les membres de l'APCM ont donc voté pour la révision du cahier des charges, pour que soit également reconnue l'IGP des Citrons de Menton destinés à la transformation. En parallèle, l'obligation des 30 % de feuilles demandée sur les citrons pour des raisons essentiellement esthétiques est amendée. Ainsi, les agrumiculteurs pourront éviter la mise en quarantaine de leurs produits. Ces modifications permettent de faire face aux aléas climatiques, d'éviter le gaspillage et d'offrir une meilleure rémunération aux producteurs.

Aujourd'hui, comme pour l'IGP Citron de Menton, d'autres IGP sont menacées par le changement climatique. Il est nécessaire de rendre les cahiers des charges de ces labels plus facilement adaptables pour permettre une réponse rapide aux fluctuations climatiques et socio-économiques, appelées à devenir de plus en plus fortes.

MANON ARMENIO
Volontaire





LA JUSTICE CLIMATIQUE, ÇA VEUT DIRE QUOI CONCRÈTEMENT ?

Quand il est question de climat, les débats politiques tournent autour de la question : « À qui la faute ? ». Quels sont les États à blâmer ? Quels acteurs de la société ? Mais une chose est certaine : les pays et les individus les plus riches ont une responsabilité bien plus grande dans le phénomène. Les pays industrialisés, qui représentent 15% de la population mondiale, ont émis historiquement 55% des gaz à effet de serre. Tandis que l'Afrique, par exemple, n'en émet encore aujourd'hui que 4%.

En termes de catégories sociales, même déséquilibre : les 1% les plus riches de la planète polluent bien davantage que la moitié la plus pauvre de l'humanité, qui de son côté ne détient que 2% de la richesse globale, n'est responsable que 12% des émissions de gaz à effet de serre, mais subit pourtant la majorité des conséquences du changement climatique.

C'est une injustice profonde : celles et ceux qui n'ont participé que de manière infime à la crise climatique et qui n'ont que très peu récolté les fruits du développement permis par les énergies fossiles, sont aujourd'hui les plus impactés. C'est notamment le cas des centaines de millions de paysannes et de paysans d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui cultivent sur de petites surfaces. Alors que leurs modèles de productions n'impactent que très faiblement le climat, ils se retrouvent en première ligne face aux fluctuations météorologiques, aux vagues de chaleur, aux inondations et aux sécheresses qui affectent leurs récoltes et leurs revenus.

Ce constat pose alors l'épineuse question du financement, véritable pierre d'achoppement des négociations climatiques internationales. Qui doit payer les pertes et dommages liés aux changements climatiques ? Qui doit payer pour l'adaptation de notre société et de nos pratiques agricoles aux nouvelles conditions climatiques ?



Force est de constater l'injustice des financements actuels. L'agriculture est à la fois l'une des principales victimes de la crise climatique et l'un des secteurs où la transformation des pratiques pourrait le plus contribuer à la réduction des émissions. Et pourtant, seulement 3% des financements publics liés à la lutte climatique sont dédiés à la question alimentaire et agricole. Et seule une petite fraction de ces fonds va aux agricultures de petite surface. Ainsi, c'est moins d'un 200^{ème} des financements qui est dirigé vers les exploitations agricoles de petite taille, qui font pourtant vivre entre 500 et 600 millions de familles et restent les principales pourvoyeuses de nourriture dans de nombreuses régions du monde.

C'est pourquoi Humundi et ses partenaires en Afrique et en Amérique latine travaillent sans relâche à faire porter la voix des paysannes et des paysans auprès de nos politiques et à négocier une approche plus juste de la question climatique.

Vivant sur la même planète, nous sommes tous dans le même bateau. Le véritable enjeu de la justice climatique, c'est que celles et ceux qui ont le moins contribué à foncer dans l'iceberg ne soient pas, en plus, ceux qui se retrouvent sans gilet ni canot de sauvetage.

FRANÇOIS GRENADE

Responsable du plaidoyer
chez Humundi



ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre



UNE MANIÈRE D'AGIR

Agir dans la convivialité avec Youth for Climate ou les Grands-parents pour le climat !

En Belgique, deux collectifs sont à la pointe de la lutte climatique. L'un s'adresse aux jeunes : c'est Youth For Climate. L'autre aux plus âgés : les Grands-parents pour le climat. Les premiers luttent pour leur avenir, les seconds pour celui de leurs petits-enfants et des générations futures.

Car nombreux-euses sont les pensionnés qui décident de profiter du temps qu'ils ont pour s'impliquer dans ce collectif utile et engagé ! Et nombreux-euses sont les jeunes qui transforment leur éco-anxiété en énergie grâce à Youth For Climate, en se mobilisant dans la convivialité et en faisant des rencontres.



UN FILM

« Legacy, notre héritage » de Yann-Arthus Bertrand

Un film puissant, sans détour. Legacy, c'est la nouvelle œuvre du célèbre photographe Yann Arthus-Bertrand, qui avait produit en 2015 le documentaire le plus vu de toute l'Histoire, Home. À travers des images incroyables de la Terre et de nos sociétés, Legacy nous raconte l'histoire magistrale de l'Humanité qui est parvenue, au fil des siècles, à vaincre tous les obstacles qui se dressaient devant elle. Mais l'histoire de ce succès à un prix colossal : celui de la crise climatique et de l'effondrement écologique, nouveau défi qui met notre espèce à l'épreuve. Un film qui donne un puissant sentiment de mission commune, au tournant de l'Histoire.

Retrouvez Legacy en HD sur Youtube ! Et pour se donner la pêche après le film, voilà la vidéo parfaite : « J'ai vu. Film d'espoir sur le climat » de Victor Quilichi, également sur Youtube !



UNE LECTURE

« Le réseau des tempêtes. Manifeste pour une entraide populaire » de Pablo Servigne

Pablo Servigne s'était fait connaître en 2015 par son livre « *Comment tout peut s'effondrer* », dans lequel il donnait les fondements de la collapsologie, ou l'étude des dynamiques d'effondrement d'un système. Il revient maintenant avec « *Le réseau des tempêtes* », dans lequel il montre en quoi les liens sociaux sont la meilleure arme pour faire face aux crises et aux catastrophes qui se multiplient.

Son message est clair : créer du lien réel avec ses voisins, de la cohésion sociale au sein d'un quartier, c'est le meilleur moyen de construire une société robuste et d'assurer notre stabilité dans le temps.